L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 18 MAI 1861.

G. P. WEISSE
F. LIMET.

N. DUFOUR
S. SARRY

{ EDITEURS-PROPRIETAIRES

G. F. WEISSE & Co. RUE DE CHARTRES No Entre Conti et Bienville

Nouvelle-Orléans,

SAMEDI MATIN, 18 MAI.

☞ **Voir la seconde page, pour:**

LE FEUILLETON.
LE BULLETIN COMMERCIAL,
LE MARCHÉ AUX BESTIAUX,
LE MOUVEMENT DU PORT,
LE DEPART DES STEAMERS ET BATEAUX.

Abonnés à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Ventes à remettre de ce jour.

Par N. Vignie, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs—Maison en briques dans la rue Louisa.

Par N. Vignie, à la Bourse des Marchands et des Encanteurs.—Une agrégat de 47 ans.

Par C. E. Forstall, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs.—Trois lots de terre avec bâtisses, dans le Troisième District, dans l'îlet borné par les rues Champs-Elysées, Grands-Hommes, Marigny et Craps.

Par Vincent & Cie, rue de la Douane, No 24.—Trois cents cords marchandises de salon et le stock d'un magasin de campagne.

Par E. Roger & Co. 45 et 47 Vieille Levée — Chaussures, chapeaux, hemises, &.

Par D. E. Murphy, 47 Magazine—Pois verts. Aussi, à l'entrepôt Webster, au coin des rues Lafayette et Magazine—Groceries, whisky, farine, morue, &c.

Par D. E. Murphy, à l'Entrepôt Webster.—Graisse, whisky, farine, tabac, morue, etc.—Au No 47, rue de Magazine, — Farine.—Au Mississippi Warehouse, — Farine.

Par Vincent & Co. 28 Douane—Marchandises sèches.

Par C. E. Forstall, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs—Maison No 343 rue des Ursulines (Succession Clara Michel).

Par le Sheriff, à midi, à l'Hôtel de la Cité, rue de la Dominique—Le bateau à vapeur Republic.

La Prise du Fort Sumter.

Effet de la nouvelle en Angleterre.

Le steamer *New-York*, parti du port de New-York le 14 avril, est arrivé à Liverpool le 26 du même mois et y a apporté la nouvelle de la prise du fort Sumter. Cette nouvelle a naturellement produit une grande sensation en Angleterre, et l'impression générale paraît avoir été que cette première leçon arrêtera le président Lincoln et le fera renoncer à la politique de coercition. On n'était pas, cependant, sans inquiétude à Liverpool et à Manchester sur les suites de cet événement et on attendait avec impatience l'arrivée du prochain steamer.

Le *Manchester Guardian* n'hésite pas à jeter la responsabilité de l'affaire sur le Président des Etats-Unis. Voici un extrait de son article :

"On fera facilement ressortir que le Sud n'a très l'espoir que lorsqu'on aura mis armes est devenue inévitable, et que, presque sans effusion de sang, il a infligé aux Etats-Unis un revers signalé. En ce qui regarde l'effet moral pour sa cause, et ses chances de succès pour l'avenir, on peut justement compter que ces événements les suivent conséquences. Il est à croire que qu'on annonce déjà que la nouvelle de l'attaque du fort Sumter a été reçue avec des réjouissances aussi bien à Baltimore qu'à Mobile. On sait depuis longtemps que toute démarche de la part du gouvernement de Washington tendant à précipiter une collision devait faire perdre les sympathies de la Virginie. Si on sentiment existe, comme on l'annonce, il y a grand danger de voir la rupture de l'Union se rendre bien au delà du point auquel on avait cru jusqu'à présent pouvoir l'arrêter. Peut-être ce qu'il y a de mieux à espérer, est que la démonstration du sentiment populaire se produise assez promptement pour diminuer les chances d'une guerre civile dévastatrice qui menace le continent de l'Amérique du Nord.

Le journal *European Times*, de Liverpool, commente ainsi la nouvelle de la prise du fort Sumter :

Ayant eu une aussi mauvaise chance dans la Caroline du Sud, le président Lincoln s'arrêtera immédiatement avant de s'avancer dans la même direction. En vérité, il aura probablement de la besogne autour de lui, car l'opinion prévaudra que les forces du Sud devraient attaquer Washington, mais leur valeur, selon toute probabilité, a été apparue par la prise du fort Sumter, à ce qu'apparaît dans les circonstances plus favorables qu'on ne pouvait l'espérer. Les deux partis ont fait assez pour avoir rempli leurs engagements. L'esprit du discours d'inauguration de M. Lincoln a eu satisfaction dans la tentative, quoique malheureuse, de ravitailler le fort Sumter, et la sincérité du Sud dans la politique qu'il a adoptée, ressort de sa détermination de soumettre et de saisir le fort qui a été pour lui une pierre d'achoppement du commencement des troubles. Quand depuis le commencement des troubles. Quand on a craint que la guerre civile avait éclaté entre le Nord et le Sud, un frisson a couru dans les veines de chacun, et si, comme nous l'espérons, le prochain arrivage apporte la nouvelle consolante que la guerre a commencé et a fini à Charleston, on éprouvera un sentiment d'intense plaisir en Angleterre et dans toute l'Europe.

Le *London Spectator* croit impossible que le Sud puisse défaire un peuple de 19 millions d'hommes appartenant à la race anglo-saxonne qui a pour lui le nombre et l'argent, mais il ajoute que ses chances au commencement de la lutte sont en faveur du Sud parce que celui-ci a des forces plus nombreuses à sa disposition et assez d'argent pour faire face aux premiers besoins. "En tous cas, ajoute-t-il, la Grande République n'est plus. Il ne peut plus y avoir d'Etats-Unis d'Amérique, et tout indique que de la lutte actuelle il surgira plusieurs Confédérations."

Du long article que publie le *London Times* sur le même sujet nous ne pouvons donner qu'une rapide analyse.

La prise du fort Sumter sans effusion de sang lui produit l'effet d'une passe d'armes courtoise comme celle des tournois entre chevaliers et il se demande ce que cela signifie. Et après, ajoute-t-il? Tenterait-on de reprendre le fort Sumter? Attaquerait-on Pickens? Se battra-t-on pour le Capitol? Ferait-on une diversion au Texas ou reprendra-t-on les négociations? personne n'en sait rien et personne ne croit que Lincoln ait un plan arrêté?

Le *Times* examine ensuite les chances de la guerre, et il énumère les avantages du Nord : il combat pour l'Union, le Capitol, sous le successeur de Washington, il a le nombre, l'argent, les manufactures, la marine, les nombreux ateliers du commerce à affréter.

Voilà pour le Nord, dit-il, puis il fait la part du Sud en ces termes :

"Au Sud, au contraire, il y a peu ou rien excepté ce qui contrebalance souvent tout le reste. Le sont les hommes d'action qui peuvent se coalisier, conspirer, garder du secret, avoir un plan et le mettre à exécution sans hésiter et sans vaciller. Les politiques du Washington ont été ballotés entre la paix et la guerre, entre un compromis et la résistance, dans le Sud, il y a eu une marche progressive, ferme et sans interruption vers la sécession et la guerre. Jusqu'au dernier moment le Président Lincoln a été en retard. Ses navires envoyés pour renforcer le fort Sumter sont arrivés juste à temps pour être spectateurs à distance de la scène; ils sont venus, en fait, pour contribuer à la gloire des assiégeants, et jeter de la honte et de la défiance sur eux et sur leur cause. Si cela doit être considéré comme un présage du résultat, le Nord, riche mais non préparé, ne sera pas de force contre le fier et audacieux élan du Sud."

Le *Times* passe ensuite des mesures de défense prises par Lincoln pour mettre la capitale à l'abri d'une attaque, et il compare la situation de Washington à celle de Rome, celle-ci la capitale de l'ancien monde, celle-là la capitale du nouveau, et il termine par ces mots : "Pour le moment tous nous préoccuperons davantage de Washington que de Rome."

LIGNE DE STEAMERS ENTRE LA NOUVELLE-ORLEANS ET LIVERPOOL. — La compagnie de navigation à vapeur entre la Nouvelle-Orléans et Liverpool a mis ou prospectus, avec un capital de £200,000 divisé en 4,000 actions de £50 chacune. Cette compagnie a pour but d'établir une ligne de steamer entre Liverpool et la Nouvelle-Orléans, comme le port le plus important de la Confédération du Sud. Les promoteurs de l'entreprise constatent que "la non existence de cette ligne a longtemps été une cause de surprise, et font remarquer que la Nouvelle Orléans est incontestablement le point par lequel doivent être dirigées les marchandises manufacturées pour l'approvisionnement des grands marchés du Mississipi. Cette ville devient aussi l'entrepot du Texas, du Mexique et d'autres districts du golfe du Mexique." La sécession des Etats du Sud, et le tarif plus libéral du Sud portent naturellement à croire que cette ligne, une fois établie, sera largement précoisée. On fait aussi observer que dans les travers de Liverpool à la Nouvelle-Orléans et *vice versa*, on pourra compter sur un temps plus favorable que dans celles faites en suivant une ligne plus septentrion

LE BLOCUS. — Nous recevons au sujet du blocus la lettre suivante que nous adresse le consul anglais.

Nouvelle-Orléans, 17 mai 1861.

Bien que je n'aie pas reçu d'avis officiel au sujet de l'époque à laquelle le blocus du Mississippi sera établi, il peut être important pour les intéressés de connaître les renseignements que j'ai reçus de Washington.

"Il sera accordé aux corsaires neutres pour quitter le port quinze jours après le commencement du blocus, que ces navires aient ou n'aient pas de cargaison, et que les cargaisons aient été expédiées avant ou après le commencement du blocus.

Le bruit court que le blocus sera établi d'une façon effective le 20 vers le 25 courant.

WM MURE,
Je suis, &c., Consul de S. M. B.

—Les wagons destinés au chemin de fer intérieur de la Nouvelle-Orléans, qui avaient été saisis à Jefferson dans l'Indiana, ont été relâchés et sont en route pour venir ici.

Par le Télégraphe.

DEPECHES TRANSMISES A L'ABEILLE

Capture de deux prises.

Balise, 17 mai. Le corsaire à vapeur V. H. Ivy a capturé un autre navire ce matin, en dehors de la barre, c'est le Marshall, du port de Providence, Rhode Island. Le corsaire Ivy a fait encore une autre prise qui va être envoyée comme la précédente à la Nouvelle-Orléans.

Baltimore, 17 mai.—La colline fédérale a été abandonnée par ordre du général Cadwallader qui forme un camp près du fort McHenry. Le colonel Jones a succédé à Butler comme général de brigade. Le général Butler aura bientôt 15,000 hommes et une escadre près de la forteresse Monroe.

Le général Smith, de la Virginie, a dit au général Thomas que la Virginie n'avait jamais eu l'intention d'envahir Washington, mais qu'elle était résolue à défendre son territoire.

Le major McCulloch est à Richmond à la tête d'une compagnie de 300 hommes et comptant accomplir des exploits. Il est en conférence avec le gouverneur Letcher. Ce dernier ne fait rien sans ordre de Montgomery.

New-York, 17 mai.— La frégate des Etats-Unis Wabas a reçu hier sa commission.

Washington, 17 mai,—M. Wm C. Cöffin, de l'Indiana, a été nommé surintendant des affaires indiennes pour le Sud.

Le service des fleuves dans les Etats séparés cessera dans quelques jours s. ?

St Louis, 17 mai—Les hauteurs près du ré servoir et les collines de Camp Springs sont occupées par les troupes fédérales.

Une tentative faite pour enlever McDonald envoyé à Caseyville a été empêchée par des renforts.

Boston, 17 mai—La législature de massachusetts a ajouté trois millions de piastres pour la milice de l'Etat et a prêté sept millions au gouvernement.

Cincinnati, 17 mai—Le major Anderson est arrivé ici ce matin et a été reçu avec enthousiasme par la population.

Louisville, 17 mai.—Le vote unioniste pour des délégués à la convention des Etats frontières dans 89 comtés a été de 98,100. Le vote total à l'élection présidentielle a été de 146,000.

Frankfort, 17 mai—La législature du Kentucky a passé un bill qui légalise la suspension des paiements en espèces par les banques : elle a adopté des résolutions portant que le Kentucky devra maintenir une stricte neutralité pendant la lutte actuelle, et approuvant le refus du gouverneur Magoffin de fournir des troupes au gouvernement fédéral.

Les républicains noirs chassés du Missouri.

St Louis, 17 mai—Plusieurs hommes aux tendances unionistes ont été chassés de Potosi pour avoir exprimé des sentiments républicains. Le capitaine Cole a été envoyé à cette ville pour y protéger le peuple. 1500 sécessionnistes ont été pris, et 9 d'entr'eux sont gardés comme prisonniers de guerre.

Le général Price a ordonné l'organisation immédiate d'une milice pour la protection des citoyens, sans considération d'opinions politiques.

Trois cents Irlandais se sont enrolés dans le service fédéral.

Congrès des Etats Confédérés.

Les limites du port de la Nile-Orléans déterminées.

Montgomery, 17 mai.—Au Congrès, aujourd'hui, M. Ochiltree, du Texas, a présenté un mémoire en faveur de la compagnie du chemin de fer du Texas et de la Nile Orléans, qui a été renvoyé au comité des affaires militaires.

M. Conrad de la Louisiane, a présenté une pétitionde la compagnie du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans, aussi un bill exemptant de droits les wagons achetés par la Compagnie du chemin de fer de la Nile Orléans et Carrollton. Renvoyé au comité de finances.

Un bill a été adopté, lequel détermine les limites du port de la Nile Orléans, qui embrasse toutes les eaux, entrées et ports des deux côtés du Mississipi contenus dans la paroisse d'Orléans et cette partie de la paroisse de Jefferson, sur la rive droite jusqu'à la ligne supérieure du canal Bretréhan, et la rive gauche de la rivière jusqu'à Huntsville.

Les ports du Bayou St. Jean, du lac et de Pontchartrain sont abolis, ainsi que les droits collectés à la Nile Orléans.

L'hotel des Monnaies de la Nouvelle Orléans sera abolli, ainsi que celui de Dahonolega, après le 1er juin.

Le Congrès a adopté un certain nombre de bills ajourd'hui, parmi lesquels ceux qui suivent :

Un bill relatif à l'organisation d'un bureau de brevets d'invention, un autre à la régularisation des lignes télégraphiques, et un troisième à l'effet d'autoriser l'émission de cinquante millions d'obligations payables en 20 ans, à un intérêt n'excédant pas 8 pour cent, en échange du bien d'obligations à émettre pour 20 millions de billets du trésor en petites levées sans intérêts.

Le Congrès a été invité par la compagnie du chemin de fer de la Floride et de l'Alabama à visiter Pensacola. L'invitation a été refusée. Il est probable toutefois que quelques membres en profiteront.

Blocus de la Virginie.

New York, 17 mai. — Le steamer *Cahawba*, qui est arrivé ici aujourd'hui, rapporte que le *Harriet Lane* bloque les rivières James et Elisabeth; le *Montecello*, le *York River* et le *Quaker City*, la baie de Chesapeake.

Washington, 17 mai.—M. Ross Winans, récemment arrêté pour avoir vendu des armes au Sud, a été relâché, en promettant de ne commettre aucun acte hostile au gouvernement fédéral.

Les restes de Washington n'ont pas été et ne seront pas, dit-on, déplacés de Mount-Vernon.

Le brigadier-général Mansfield a défendu à l'Adams Express Company de transporter des papiers, lettres, etc. en Virginie.

New York, 17 mai—Le steamer *Karnak*, parti de la Havane le 11, est arrivé ici ce port. Il rapporte que le steamer *St. Louis*, de la marine des Etats Unis, a capturé en mer un yacht.

Ce qui constitue la trahison selon M. Seward.

Washington, 17 mai.—Le secrétaire d'Etat, M. Seward, a écrit à M. Heurekin, l'agent de la compagnie des bateaux à vapeur de New York et de la Virginie, une lettre dans laquelle il dit que toute recette d'argent des sécessionistes pourront bâtiment saisi par la Compagnie ces tituerait aux yeux du gouvernement un acte de trahison, et serait punie comme tel.

Marché de New York.

New York, 17 mai—Les ventes de coton aujourd'hui comprennent 2,400 balles à 13 7/8 pour le middling Uplands. Le maïs est côté de 52 à 56 le boisseau.

Mouvements des Virginiens.

Washington, 17 mai—La marche des Virginiens sur Washington n'est pas foudre. Aucune batterie n'a été élevée sur les hauteurs d'Arlington.

Nouvelles de la rivière.

Louisville, 17 mai.—L'Ohio continue à baisser il y a 8 pieds 9 pouces d'eau dans le canal.

Marché à la farine de Cincinnati.

Cincinnati, 17 mai.—La farine s'est vendue aujourd'hui de $5 50 à $6 60 pour la superfine.

THEORIE MILITAIRE COMPLETE. — La semaine prochaine, la librairie CHOL, rue Royale, 130, sera en mesure de livrer l'ouvrage de théorie militaire qu'elle vient de faire publier sous la direction du capitaine Du Monteil, l'habile instructeur des Gardes d'Orléans. Cette théorie est basée sur les derniers perfectionnements apportés dans les tactiques de l'armée française. Elle comprend outre toutes les instructions élémentaires l'école de Bataillon et des Guides, le service des places et celui des armées en campagne. Les personnes qui n'ont pas encore souscrit feront bien de se hâter, car les mille exemplaires seront enlevés en quelques jours.

MM. HOLLE & Co, Passage de la Bourse No 61, ont nos remerciements pour l'envoi qu'ils nous ont adressé de divers journaux et revues.

TRANSFERT.—On verra par une nouvelle insérée plus loin que le Colonel Peck, agent pour la vente des machines à coudre Wheeler et Wilson, a transféré son magasin de la rue du Canal, No 120, à l'encoignure des rues du Camp et Canal.

UNE COMPAGNIE D'INDIENS CHEROKEE.—La tribu des Cherokee, qui compte 1500 membres, a fourni 200 guerriers à la Caroline du Nord pour le service de l'Etat. Ils ont été organisés sous le nom de Zouaves Jamalakee.

UN ETAT DANS LES FERS. — La *Tribune* s'écrie en triomphe : Nous avons ainsi mis Washington en sûreté et enchaîné le Maryland.

Sans aucun doute, et les républicains en feront autant de Missouri et du Kentucky, si ces Etats laissent fouler leur sol par les croisés de M. Lincoln.

LE COMMERCE DES SOULIERS A BOSTON.—Les expéditions à la douane de Boston indiquent une diminution dans les ventes de souliers de 15,171 caisses pour une seule semaine, comparée à la semaine de l'année précédente.

LES PRÉTENDUS RÉGIMENTS KENTUCKIENS DE LINCOLN. — On fait grand bruit au Nord de l'appui que l'administration de Lincoln pourra obtenir dans la Virginie, le Kentucky, le Tennessee. Les journaux républicains signalent avec complaisance la formation de deux régiments du Kentucky. Or, ces deux régiments n'ont du Kentucky que le nom ; ils ont pour colonels des étrangers, l'un de l'Ohio, l'autre de l'Indiana. Quant aux hommes, ils sont recrutés à Cincinnati bien que leur quartier soit nominalement à Newport dans le Kentucky.

HOLLE & Co'— Revues, brochures, journaux, magasins illustrés, étrangers et américains, voilà ce que l'on trouve en tout temps chez MM. HOLLE & Co, 61, Passage de la Bourse. On peut également se procurer chez eux, à très bas prix des registres, tableaux, fournitures de bureau etc. Nous croyons en même temps devoir annoncer qu'un dépôt de l'*Abeille* est établi dans le magasin de MM. Holle & Co.

UNE DEMISSION.—La lettre suivante mérite d'être citée en entier :

Gresham, 1er *mai* 1861.

A Son Excellence ABRAHAM LINCOLN, président des Etats-Unis.

Monsieur,—Je vous envoie respectueusement ma démission de capitaine de la marine des Etats-Unis.

Depuis plus d'un demi-siècle, l'orgueil de mon existence a été d'occuper un poste sous le gouvernement des Etats Unis. Pendant vingt-cinq ans, j'ai été engagé dans un service actif sur mer, et je n'ai jamais vu mon drapeau déshonoré par une défaite. L'espoir de ma vieillesse était de mourir comme j'avais vécu, officier de marine d'un gouvernement libre. Cet espoir m'a été enlevé.

En adoptant la politique de coercition, vous avez méconnu les droits que la Constitution donne à des millions d'hommes libres. A la place de ces droits, vous avez mis le bon plaisir d'un parti sectionnel, et maintenant vous demandez la soumission au nom d'une force armée. Comme un des plus anciens soldats en Amérique, je proteste au nom de l'humanité contre cette guerre contre des frères.

Je ne puis combattre contre la Constitution sous prétexte de combattre pour elle.

Vous m'obligerez donc en acceptant ma démission.

Respectueusement, ISAAC MAYO,
Capitaine de la marine des Etats-Unis.

UNE PROPOSITION LOYALE.—La lettre suivante a été adressée au major Anderson :

Nile Orléans, 16 mai 1861.

Major Robert Anderson, dernièrement commandant au fort Sumter.

Monsieur,—Vous avez trois billets de moi, de $4,500 chacun, avec $1,000 environ d'intérêt accumulé, le tout échéant au mois de mars 1862; lesquels billets ont été donnés en paiement pour partie du prix de vingt-neuf nègres achetés de vous en mars 1860. Comme je considère que la loyauté en affaires est un diamant, je prends cette voie pour vous avertir que je ne paierai pas vos billets, mais comme je ne cherche ni ne désire un avantage, je désire que vous me renvoyiez les billets et l'argent versé, et les nègres seront à vos ordres, et vous les trouverez en meilleur état, grâce aux bons traitements qu'ils ont reçus depuis qu'ils sont en ma possession.

Je crois bien faire en donnant cet avis à vous et au public, attendu que je ne crois pas *loyal* que je cois tenu de payer pour les propriétés dont vous vous êtes débarrassé si à propos et dont vous cherchez maintenant à détruire la valeur et l'utilité pour moi, et ne demande rien de plus que de rescinder la vente, de vous rendre la propriété et de rendre à chacun de nous sa position première; alors vos efforts actuels seront considérés comme moins égoïstes, parce qu'ils seront à vos dépens et non aux miens.

JOHN G. COCKS.

LES GARDES LAFAYETTE DE MOBILE.—Nous avons reçu du président des Gardes Lafayette de Mobile une copie des résolutions adoptées à l'unanimité à une assemblée des Gardes Lafayette tenue le 14 mai 1861. Nous en publions le texte ci-dessous. La copie que nous avons reçue, portant 103 signatures sera, selon le désir qui nous est exprimé, communiquée à la Légion française et au bataillon des volontaires français et envoyée au Consul général de France à New-York.

A une assemblée des Gardes Lafayette de Mobile tenue ce jour, 14 mai 1861,

Lecture ayant été faite de

L'Adresse des Français de la Louisiane à leurs compatriotes du Nord des Etats-Unis, les résolutions suivantes ont été adoptées à l'unanimité :

Art. 1—Résolu que les Gardes Lafayette de Mobile approuvent *en tous points* l'adresse des Français de la Louisiane à leurs compatriotes du Nord.

Art. 2—Que chaque membre des Gardes Lafayette de Mobile est invité à y opposer sa signature.

Art 3—Que les éditeurs de l'*Abeille* de la Nouvelle Orléans soient priés de soumettre ces résolutions aux officiers de la Légion française et aux du Bataillon des volontaires français de la Nouvelle Orléans, et qu'elles soient envoyées avec leurs signatures au Consul général de France à New-York, et publiées dans le *Courrier des Etats-Unis*.

Suivent les signatures des officiers, sous-officiers et gardes au nombre de 103 avec la mention suivante :

Nous soussignés, John Hurtel, président des Gardes Lafayette de Mobile, et Joachin Segui, secrétaire, certifions que la présente est une copie correcte des minutes de la séance tenue le 14 mai 1861.

JOHN HURTELE, président.
J. SEGUI, secrétaire.

CHRONIQUE LOCALE.

Navires capturés—Plusieurs autres navires du Nord ont été capturés, comme nous l'avions prédit. Le résultat des courses des deux premiers jours paraît être représenté par $300,000. C'est ce que les Yankees appellerait un *good business*.

Départ—La compagnie des Ben McCulloch Rangers (cavalerie) a reçu l'ordre de se mettre immédiatement en route pour Richmond (Virginie). Cette compagnie est sous le commandement de Wm Francis McLean.

Accepté—Le Président Davis a accepté les services du 4e régiment des volontaires de la Louisiane col. Robt J. Barrow.

Madame Comte-Borchardt—Nous avons publié, il y a quelque temps, au sujet de cette artiste un article dans lequel nous disions qu'elle avait perdu dans l'incendie qui a dévoré la maison de la rue Royale, tous ses effets et tous ses bijoux. Nous devons rectifier en partie cette assertion afin de rendre hommage au courage et au dévouement dont a fait preuve pendant la conflagration le caporal Thomas, de la police du Second District.

Sur les indications qui lui furent données, cet officier pénétra à plusieurs reprises, malgré le feu et la fumée, dans les appartements occupés par Mme Borchardt, et parvint à sauver une assez grande quantité de costumes et d'effets ; il rapporta aussi une boîte contenant quelques uns des bijoux de cette dame, une montre avec sa chaîne et une bague en diamants. Les costumes sauvés furent malheureusement avariés en grande partie par le feu, par la fumée et par l'eau. Le perte éprouvée par Mme Borchardt, bien que n'ayant pas été aussi complète que nous l'avions dit, n'en a pas moins été considérable; et nous n'avons fait cette rectification que dans le but de donner au caporal Thomas les éloges qu'il mérite pour le zèle qu'il a déployé dans cette circonstance, au péril même de sa vie.

Compromis.— John Henry et Margaret Landy auront à répondre à l'accusation de complicité, dans un vol commis il y a environ une semaine. Margaret avait une somme de $160 sur sa personne. C'est un joli petit capital; mais il faudra démontrer comment il s'est trouvé en sa possession.

Une excellente nomination — Nous avons appris avec plaisir que notre ami Benj. Bloomfield a été nommé quartier maître de l'armée Confédérée. Il était difficile de faire un meilleur choix.

Négrophiles—Deux hommes ont été arrêtés hier, accusés de prêcher les doctrines de Lincoln. L'innocence de l'un d'eux a été reconnue, on pour mieux dire sa culpabilité n'a pu être établie, et il a été relâché. L'autre sera examiné aujourd'hui devant le maire. Il n'est permis d'aller débiter des discours plus ou moins éloquents aux nègres d'une paroisse près du chemin de fer des Opelousas. Nous ferons connaître le résultat de l'examen de cet orateur improvisé.

Noyé—Le coroner a fait une enquête hier matin, sur le corps d'un homme trouvé dans le fleuve, au pied de la rue des Ursulines.—Verdict: noyé. Le défunt était âgé d'environ 45 ans.

Déclarés coupables.—Charles Cruiks et Wme Redwood, accusés du meurtre de Wm Hoy, ont été jugés hier devant la 1re Cour de District et reconnus coupables de meurtre par le jury. La peine n'est pas encore prononcée.

Un voleur arrêté—Les officiers Boylan, Howard et Miller ont arrêté hier le nommé Dick Turner, accusé de vol qualifié.

Abus de confiance—Joseph Simonda aura à répondre devant le recorder à l'accusation d'abus de confiance commis au préjudice de P. L. Jacobs.

AFFAIRES EN POLOGNE— Nous lisons dans la *Patrie* :

"Une dépêche de Varsovie du 23 nous donne les nouvelles suivantes :

"L'autorité, pour faire cesser l'aspect triste et lugubre que présente la ville, venait d'ordonner la réouverture des théâtres.

"Les habitans recevront des billets dont ils seront tenus de profiter en se rendant aux places qui leur seront indiquées. Ceux qui n'obéiront pas à ces ordres s'exposeront à des peines édictées dans l'ordonnance.

"L'instruction dirigée contre les personnes arrêtées à la suite des événements du 9 avril a commencé. Il a été reconnu qu'aucune charge ne s'élevait contre plusieurs de ces individus arrêtés, mais ils ne seront pas mis immédiatement en liberté à cause de l'état de l'opinion publique. Ils seront internés dans les provinces."

"Un journal étranger annonce que, par suite d'une convention récente intervenue entre la France et le Piémont, les troupes françaises vont évacuer les Etats de l'Eglise et qu'elles seront remplacées à Rome par des troupes sardes, qui y maintiendront pendant quelques mois encore le *statu quo* actuel. Nous croyons pouvoir affirmer que cette nouvelle est complétement inexacte.

On écrit de Varsovie, le 22 :

La situation est toujours la même.

Les troupes campent dans les tentes dressées sur les places publiques. Les canons sont braqués.

Les dames de Varsovie continuent à porter le deuil.

Depuis quatre jours les journaux étrangers ne sont plus distribués, on les brûle.

Le comte Kossakowski, président de la chambre héraldique et membre du conseil d'administration, quitte aujourd'hui Varsovie ; il part pour l'Allemagne. Il a été reçu en audience de congé par le prince lieutenant. C'est la première audience que le prince a accordée depuis le 8 avril.

On mande de la frontière polonaise, le 23 :

Prisonniers arrestations qui en lieu par suite de chants patriotiques dans les églises de Varsovie.

Dans la ville de fabrique de Lodz, des fabricans allemands ont attaqué, dans la nuit du 21, des concurrens juifs et ont détruit leur filature de fond en comble. Les Polonais et les paysans des environs vinrent au secours des juifs : il s'ensuivit un combat sanglant où une personne fut tuée et un grand nombre furent blessées.

LES MAGNATS HONGROIS.—On sait déjà par le télégraphe que le 15 a eu lieu à Pesth, chez le comte Karolyi, une conférence des magnats, où l'on a nommé un comité pour rédiger une protestation en réponse à l'ordre du jour du général de Benedek. Le *Magyar Orszag* publie cette déclaration, ainsi couçue :

"La *Gazette militaire* a publié un ordre du jour du feldzeugmestre de Benedek, à l'armée, lequel contient des expressions blessantes pour l'honneur des Hongrois qui ne reconnaissent point la Constitution de 26 février. Mais comme, grâce à Dieu, notre patrie possède des lois fondamentales, héritage de nos ancêtres, en vertu desquelles la Hongrie a formé depuis des siècles et formera encore à l'avenir un royaume séparé des provinces autrichiennes et indépendant, comme le titre de magnat, qui appartient aux princes, comtes et barons de la Hongrie ; et à tous les membres de la première Chambre, et qui conséquemment, sert en général à désigner la première classe du pays, reste toujours la désignation des magnats hongrois ; il résulte de tout cela que ces paroles du feldzeugmestre de Benedek : " des magnats lâches et perfides " atteignent tous ceux des membres de la jeunesse hongroise qui, conformément à leurs droits légaux, trouvent bon de maintenir notre ancienne Constitution hongroise en présence de la Constitution octroyée, donc—nous pouvons le dire hardiment—tous les magnats de notre patrie.

"Notre intention n'est pas d'entrer dans le détail de l'opinion politique de M. le feldzeugmestre de Benedek ; mais nous devons à nous-mêmes et à nos compatriotes qui se trouvent dans l'armée en dehors des limites de notre patrie, et auxquels sont adressées aussi des paroles qui excitent la méfiance et qui diminuent notre situation légale, nous leur devons de dire que nous serions prêts de déclarer très lâche tout magnat hongrois qui ne serait pas prêt à tout moment à défendre la Constitution maintenue par la sagesse de nos pères et par le sang de leur sang, la Constitution jurée de nos rois.

"Nous serions forcés de déclarer traître à la patrie quiconque, sans avoir égard à la gravité de la situation, et aux lois de son pays, tend à condamner et à stigmatiser ceux qui défendent la Constitution venue de nos aïeux et les lois républicaines jurées par le roi dans le sens de cette Constitution. Nous serions forcés de déclarer criminel celui qui, par une divergence d'opinion traite de lâches des hommes qui ont toujours su—le feldzeugmestre de Benedek a pu n'en savoir rien—que tout dans l'histoire doit par sa propre expérience — défendre héroïquement les idées sacrées de patrie et d'honneur sur ce même champ auquel le feldzeugmestre de Benedek doit sa gloire.

"Nous croyons ne pouvoir combattre que par cette déclaration ouverte les soupçons semés en secret, non pas pour nous défendre, mais pour repousser, soit en masse, soit isolément, les calomnies avancées contre nous. Eu publiant cette déclaration, nous ne doutons pas le moins du monde que nous ne manifestions ainsi le sentiment d'honneur de tous les magnats.

"Pesth, 15 avril 1861."

LA RÉACTION A NAPLES.—Un télégramme de Londres, du 21 avril, porte ce qui suit :

Des nouvelles reçues par l'*Agence Reuter* annoncent que la réaction est complétement vaincue à Naples.

Les provinces de Rionegro, Melfi, Barile et Vico, derniers repaires de l'insurrection, sont occupées par les soldats piémontais.

Les troubles de Cosenza sont terminés. Le vice gouvernement, qui avait quitté son poste, a été destitué.

CHINE ET COCHINCHINE—Un télégramme de Shangai du 6 mars 1861 contient ce qui suit :

L'expédition partie de Tantze est arrivée à Nankin le 21 février. Tout va bien.

Le froid continue à Tien Tsin, et la famine règne toujours à Pekin.

Les insurgés gagnent du terrain.

Saignon, le 14 mars—Il n'y a pas eu de nouvelles hostilités depuis les dernières affaires.

Le roi de Siam envoie une ambassade en France.

Les ministres français, anglais et hollandais, d'armes qui ne se sont point trouvés, sont invités de nouveau à la réunion qui leur en a été faite, sont retournés à Jeddo.

ESPAGNE —On écrit de Madrid, le 19 avril :

Le grande affaire du jour à Madrid, c'est la question de l'annexion à l'Espagne de la république dominicaine.

Le gouvernement ne paraît pas avoir pris encore résolution définitive relativement à l'acceptation de cet accroissement de territoire dans les Antilles, accroissement soupçonné la possession de la magnifique baie de Savanna, donnerait une très haute importance maritime, mais l'acceptation pure et simple peut susciter des complications diplomatiques et même des embarras d'organisation intérieure qui ont fait généralement approuver par le public la réserve du gouvernement devant une détermination trop précipitée.

Bien que l'annexion, si elle se réalise, doive mettre en présence sur un même territoire des Antilles les traditions, mœurs, procédens de législation, idiomes des races française et espagnole, bien qu'elle doive nécessairement exciter des méfiances et des craintes dans la population et le gouvernement haïtien, les premières préoccupations se sont tournées ici vers l'Angleterre. Déjà même on a prétendu la lire dans le chargé d'affaires de Sa Majesté Britannique à Madrid aurait officiellement représenté au cabinet espagnol que son gouvernement considérait comme un *casus belli* l'annexion de Santo-domingo à l'Espagne. Ce bruit est dénué de tout fondement : non seulement la légation anglaise n'a fait aucune démarche officielle ou extra officielle, mais encore elle n'a reçu, à l'heure qu'il est, aucun avis qui puisse autoriser à croire que l'Angleterre voudrait faire une opposition *matérielle* à l'annexion de la république dominicaine. Cependant je dois dire qu'on est loin d'être complétement rassuré à Madrid du côté de la Grande Bretagne.

Le colonel Rizo, aide de camp du capitaine général de l'île de Cuba, était arrivé à Madrid porteur de dépêches de son général relatives aux événemens de Saint Domingue. Le colonel Rizo avait confirmé la nouvelle que la frégate *Blanca* et le vapeur *Rio de Garoy* étaient déjà partis, le 23 mars, de la Havane pour Saint Domingue, avec 1,45 d'hommes de troupes à bord, et qu'on disposait dans ce port d'autres troupes qui porteraient l'expédition espagnole à 3000 hommes. Mais le général Serrano ne voulait rien entreprendre avant de connaître les intentions et la résolution du gouvernement espagnol, et les forces déjà expédiées n'avaient pour but, disait le capitaine général, que de protéger les sujets espagnols qui pourraient se trouver compromis dans le cas d'une attaque des Dominicains par le gouvernement d'Haïti.

Le colonel Rizo est reparti pour Cadix, d'où il s'embarquera pour la Havane à bord du premier vapeur qui sortira du port, emportant la réponse et les instructions données par le gouvernement au général Serrano. Il est vrai que les dépêches apportées par le colonel, il paraît que les faits n'ont pas paru assez concluans pour motiver de sa part une résolution définitive au sujet de l'annexion. "Nous croyons savoir positivement, dit la *Correspondencia*, que l'Espagne ne consentira à incorporer la république dominicaine à ses domaines qu'après qu'il aura été procédé à une votation générale, tranquille et solennelle sur l'annexion. En attendant, les forces espagnoles envoyées à Saint Domingue ont pour mission spéciale de protéger les sujets espagnols et de défendre les Dominicains contre toute attaque de la part des Haïtiens."

Le bruit s'est répandu ce matin qu'un envoyé extraordinaire de la république d'Haïti vient d'arriver à Aranjuez, porteur de dépêches de son gouvernement pour le cabinet espagnol.

Depuis que sour Patrocinio, la célèbre religieuse des *Santes plaes*, s'était rendue à l'Escurial, accompagnée de M. le cardinal-archevêque de Tolède, du révérend père Cyrille, de M. Onate, inspecteur des dépenses de la maison royale, et d'une foule d'ecclésiastiques, on se préoccupait beaucoup du projet aussi vaste que pieux formé par ladite sœur. Cette infortunée victime de la mâtine humaine et des erreurs populaires avait conçu le plan de fonder tout autour de Madrid une série de couvens dont elle aurait été la supérieure générale avec droit de se transporter dans chacun d'eux pour y exercer sa haute inspection : elle s'était rendue à l'Escurial, si bien accompagnée, pour installer l'un de ces couvens dans cette résidence royale.

Mais, hélas! l'opposition à des projets, où l'ambition et la vanité, disaient les mauvaises langues, avaient autant de part que la piété, est venue, le croirez-vous ? de Rome. Une feuille ministérielle annonce que